

RBS- ENQUÊTE SITUATION AU SAHEL : MALI, BURKINA FASO ET NIGER

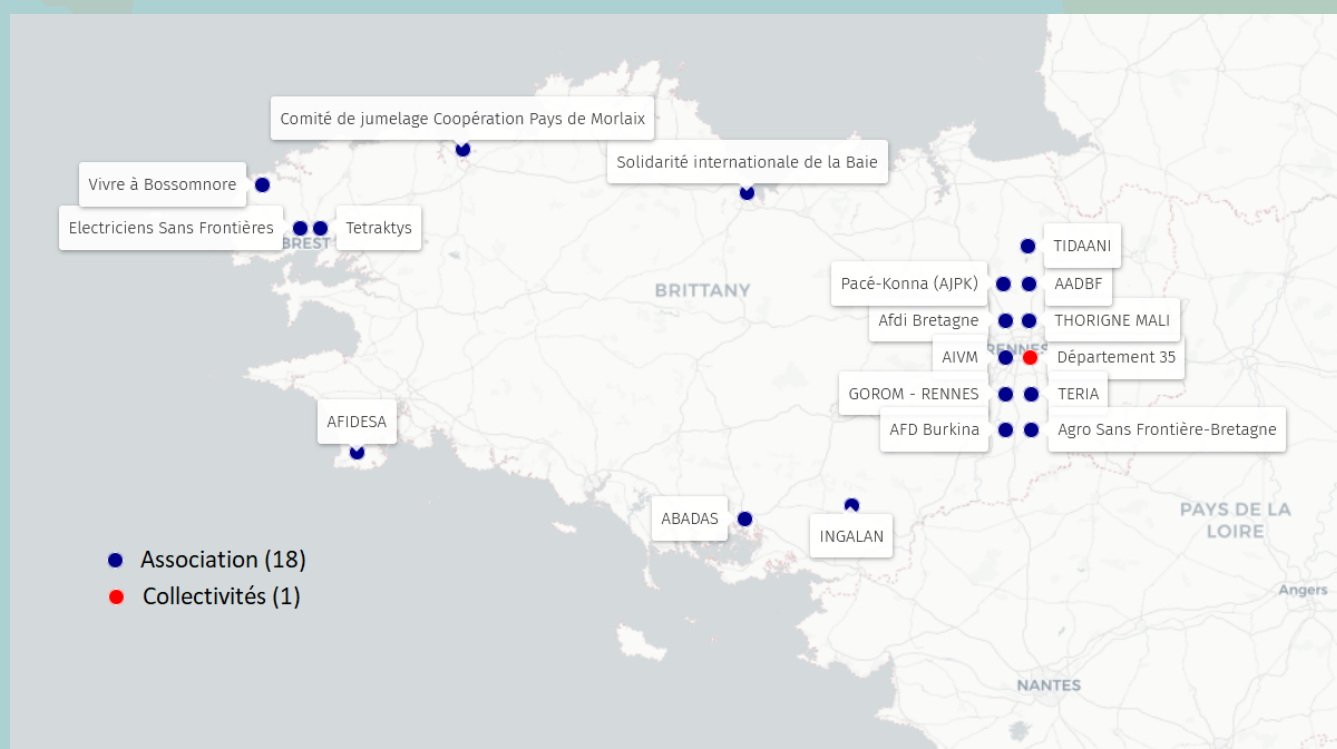
SYNTHÈSE

Face à la dégradation de la situation au Sahel et à l'inquiétude des membres du réseau ayant des partenariats de longue date avec des acteurs maliens, burkinabé et nigérian. RBS a initié une enquête dans la perspective d'une réflexion et de l'identification de solution face à cette crise.

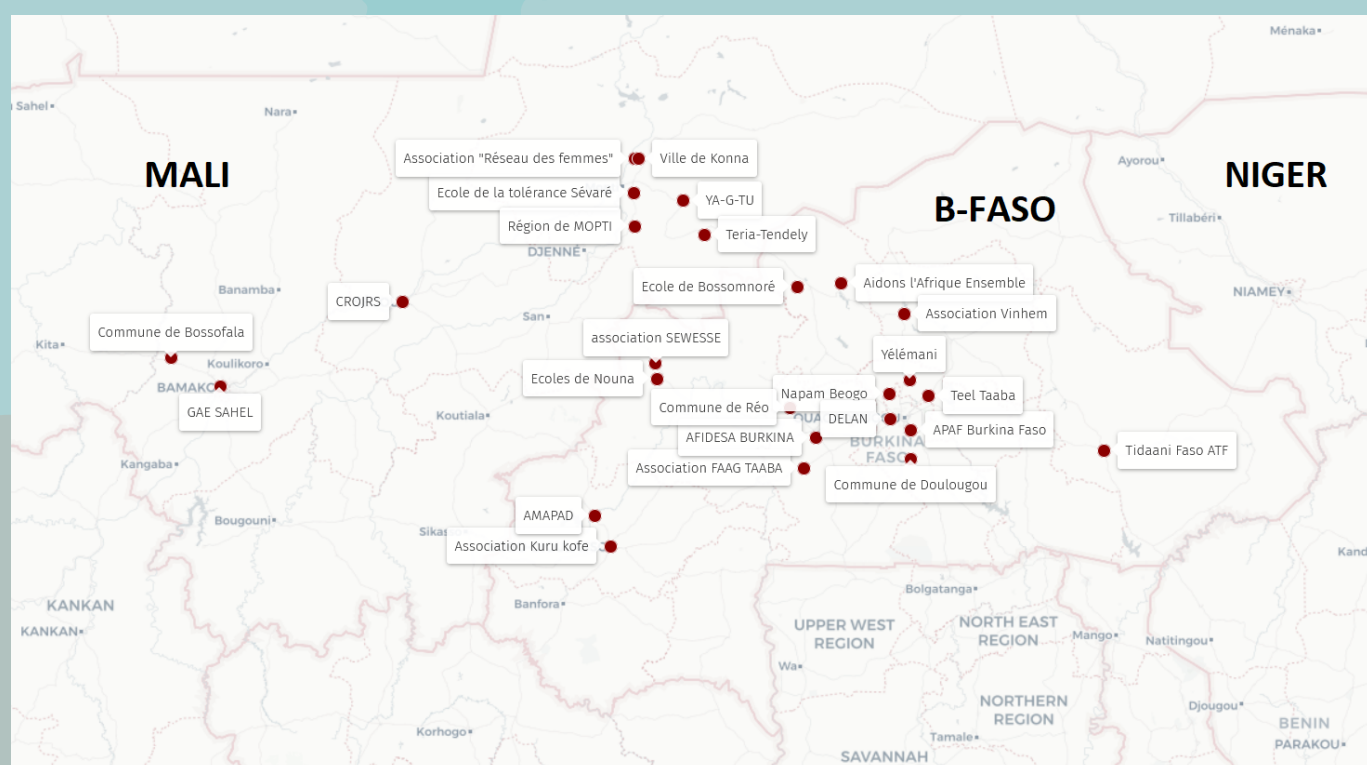
Objectifs de l'enquête :

- Réaliser un état des lieux de la situation des associations bretonnes ayant des partenariats au Sahel.
- Identifier les difficultés rencontrées par les associations bretonnes sur le terrain
- Identifier les attentes des structures et partenaires en vue d'actions collectives
- Contribuer aux échanges et au partage d'informations autour de la situation au Sahel

19 acteurs Bretons ont répondu à l'enquête



Structures Bretonnes

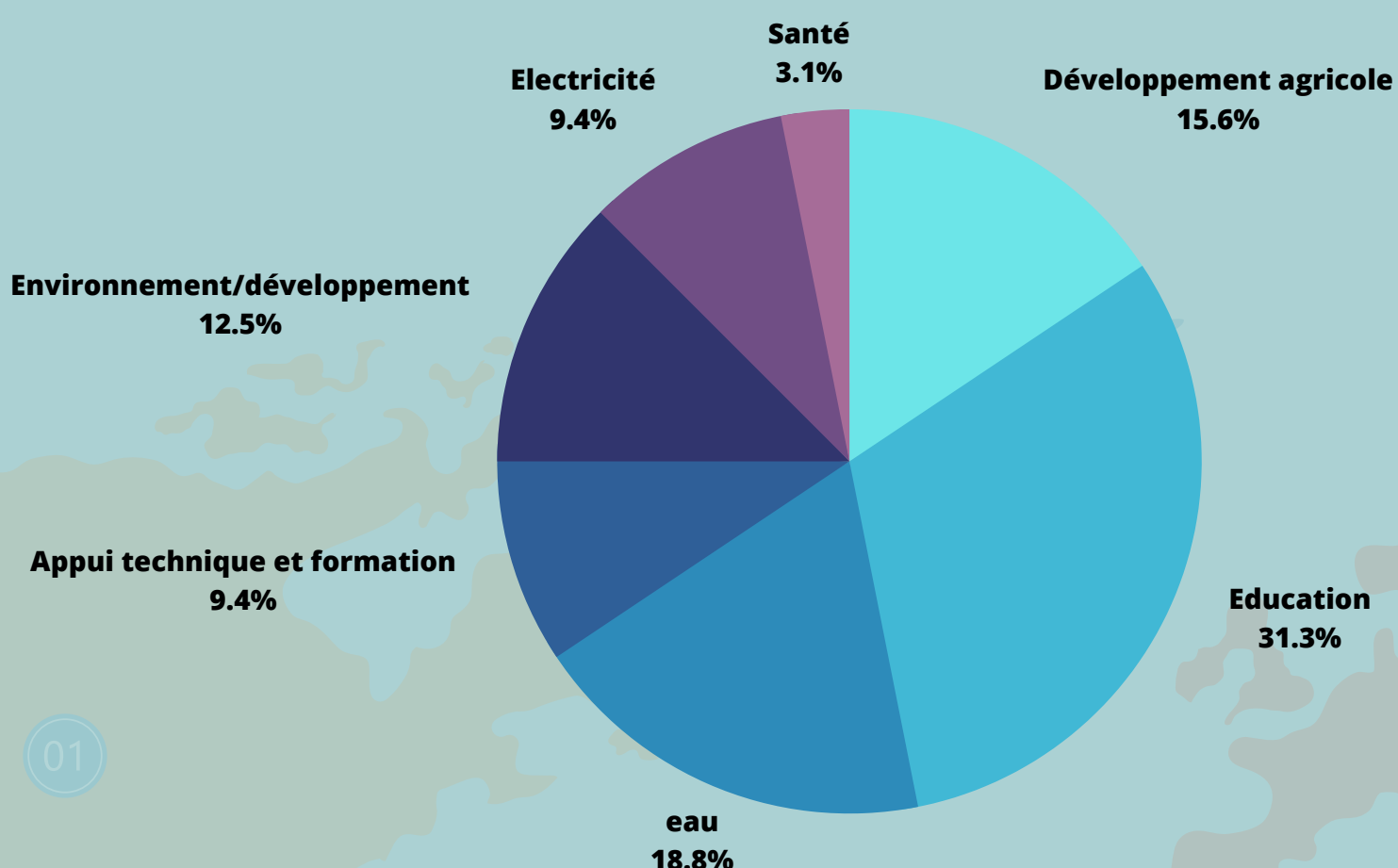


Partenaires

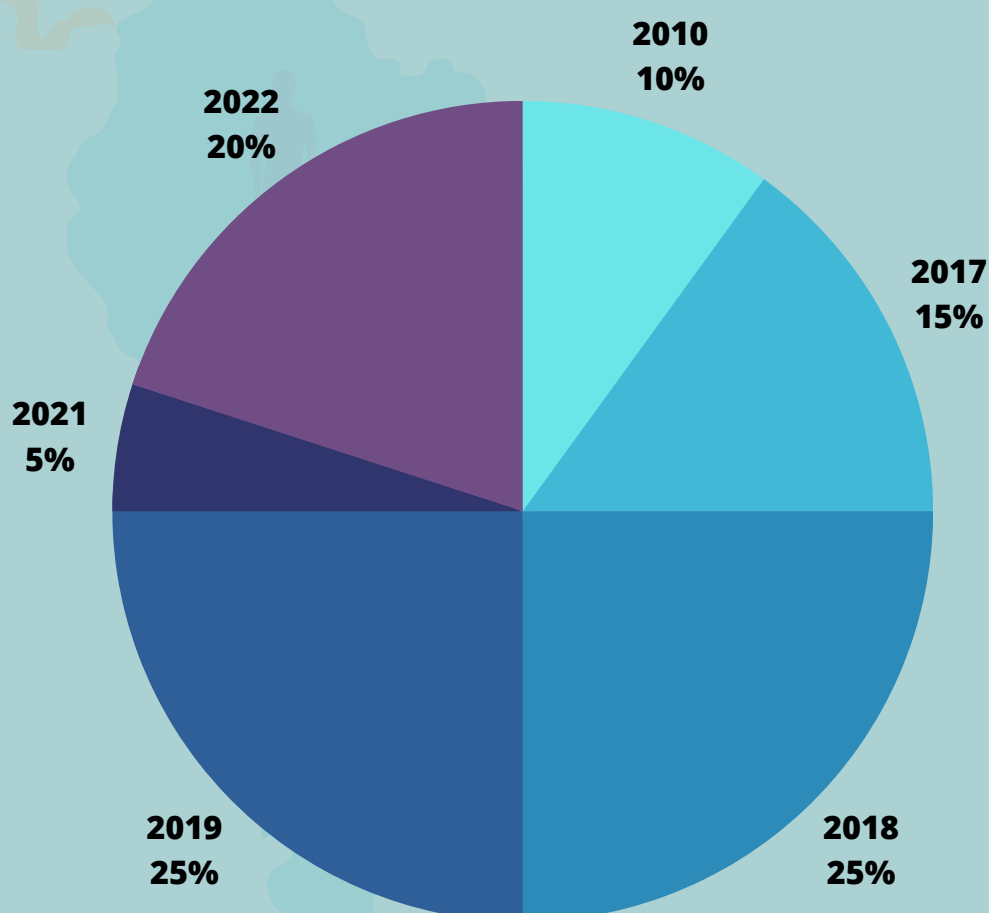
Les actions des associations bretonnes ayant répondu à l'enquête sont concentrées majoritairement au Mali dans la Région de Mopti, et au Burkina-Faso autour de Ouagadougou, Pabré (Région du Centre) Loumbila, Ziniaré (Plateau Central) et Bobo Dioulasso, Bama (Hauts-Bassins). Les partenaires locaux sont des associations, ONG, écoles, collectivités et institutions, au niveau local, régional ou national.

Les associations bretonnes, en lien direct avec leurs partenaires via les réseaux sociaux et emails, ont un bon aperçu des réalités locales vécues par leurs partenaires et les populations ainsi que des situations différenciées selon les zones d'intervention.

Domaines/ thématiques des partenariats :



Les Dernières rencontres entre partenaires



Intention d'aller sur place ?

La plupart des associations ayant répondu n'envisage pas de se rendre sur place étant donné la situation actuelle. Elles n'ont pas de visibilité sur ce qu'il peut se passer ensuite, et ne peuvent envisager une reprise des séjours sur place.

Les associations précisent que la situation est surtout anxiogène pour leurs partenaires et les populations locales. Elles ont la volonté, en tant que représentants de la société civile, de porter un message de solidarité en faveur des populations locales. Elles souhaitent rester présentes sur place et maintenir leur coopération avec leurs nombreux partenaires.

4 associations ont prévu d'inviter leurs partenaires en France en 2023 afin de poursuivre les liens et les projets.

Où en est la coopération avec les partenaires ?

Toutes les associations de l'enquête poursuivent leur coopération avec leurs partenaires sur place, en particulier quand les liens sont anciens et quand les relais sur place sont présents pour faire vivre les projets en cours. Les échanges sont facilités par l'usage de Whatsapp mais l'impossibilité de se rendre sur place freine fortement la mise en œuvre et le suivi des projets. Les projets de nombreuses associations sont arrêtés faute de pouvoir trouver les financements ou de se rendre sur place pour suivre leur déroulement comme l'explique Electriciens Sans Frontières : "Nous avons des difficultés à avoir un retour sur la qualité des travaux réalisés et sur les modalités de mise en service des infrastructures. [...] parfois, nous n'avons plus de contact direct avec nos interlocuteurs."

Malgré les réseaux sociaux, les structures notent une perte importante de la qualité des relations humaines qui cimentent bien souvent les partenariats et les actions dans le temps. Pour l'association AFD Burkina, "la difficulté est aussi de démarrer de nouveaux projets, ce qui nécessiterait une réflexion commune, des échanges plus approfondis, surtout quand l'on souhaite se positionner dans une logique d'accompagnement". L'association tente d'initier de nouvelles manières de travailler, en créant une "commission jeunesse au sein d'AFD Burkina ayant pour objet de retisser ces liens mais à distance cela prend plus de temps".

Afin de continuer les projets, les associations pensent à réorganiser les procédures de gestion des projets pour les réaliser entièrement à distance, avec la nécessité de trouver des interlocuteurs fiables sur place. La tâche est donc rendue très difficile, surtout quand dans certains territoires les projets sont stoppés, les relations coupées avec les autorités ou quand les interlocuteurs partenaires sont destitués ou remplacés de leurs postes.

Les attentes actuelles des acteurs bretons :

- Échanger des informations sur la situation du Burkina Faso, agir ensemble vis-à-vis des institutions, collectivités territoriales, se concerter pour la réalisation d'événements à l'échelle régionale.
- Informer l'opinion publique sur la situation du Sahel de manière générale et sur les actions menées ou/et envisageables.
- Partager des expériences pour à minima garder le contact avec les partenaires et avoir des retours fiables sur les projets fonctionnant sur place.
- Agir ensemble, se mettre en réseau avec les acteurs qui poursuivent les actions
- Trouver des solutions afin de poursuivre les échanges et projets avec les partenaires malgré les contextes politiques complexes

Questionnements émergents :

- Peut-on continuer à envoyer des fonds en toute sécurité ?
- Souhait de poursuivre les actions mais interrogation sur le sens à leur donner face au risque de cautionner la junte ?
- Comment utiliser notre réseau associatif breton pour permettre à nos porteurs de projets de développement de mieux s'intégrer dans les réseaux au Burkina Faso ?
- Comment concilier le nouveau contexte politique national et son devenir avec les besoins des populations, toujours très importants ?
- Quelles synergies ? Pour l'instant, sur des thématiques de formation et d'aide aux déplacés. De même, mise en place d'un soutien mutualisé à Ouagadougou (stagiaire, locaux d'accueil communs).

